

Interview de Françoise Grossetête - Députée européenne depuis 1994



Françoise Grossetête connaît parfaitement les rouages de l'action parlementaire

Depuis 25 ans et votre première mandature européenne, pensez-vous que les enjeux autour de la maladie d'Alzheimer et des maladies apparentées soient plus présents dans le débat européen ?

Oui, je crois que les choses ont beaucoup évoluées. D'abord parce qu'il y a eu une prise de conscience générale, au sein de la société, des enjeux liés à la maladie d'Alzheimer et au vieillissement de la population plus globalement. Cela a poussé les maladies neurodégénératives en haut de l'agenda politique. On l'a vu notamment dans les différentes stratégies européennes de prévention, visant à promouvoir le « bien vieillir », mais aussi dans les différents programmes européens de recherche et d'innovation, qui ont véritablement intégré la recherche contre Alzheimer comme un enjeu fondamental.

Pensez-vous que les législateurs européens soient allés assez loin sur le sujet ?

Bien sûr on n'en fait jamais assez et il y a des progrès importants à accomplir, que ce soit dans la recherche, dans l'accompagnement des patients et des aidants ou dans le changement du regard que notre société porte sur Alzheimer. Il y a malheureusement une limite structurelle à ce que peut faire l'Europe en la matière, car ses compétences dans la politique de santé sont très largement partagées avec les États membres. Ce sont eux par exemple qui décident exclusivement de l'organisation de leurs systèmes de soins. L'Union européenne peut inciter à développer certaines bonnes pratiques mais elle ne peut agir que dans la limite de ses compétences.

Comment l'Union Européenne pourrait-elle renforcer son soutien aux politiques nationales déjà en place ?

L'UE doit inciter les États membres à développer des campagnes de prévention, à inclure davantage les aidants dans leurs politiques contre Alzheimer, à encourager le diagnostic précoce de la maladie, à soutenir la diffusion des bonnes pratiques et des résultats de la recherche parmi les patients et les aidants... Il faut aussi briser les silos, casser l'isolement de la recherche et des populations de patients.

C'est là que l'Europe peut apporter une réelle valeur ajoutée face à la maladie : en permettant davantage de coopération entre les équipes de recherche, les équipes de soins et les patients. Cela peut créer une émulation positive.

Quelles pourraient-être les modalités d'octroi d'une aide financière de l'Union européenne au niveau national ?

Le soutien financier se fait déjà en partie via le Programme Santé, le « bras armé » de la politique européenne de santé, pour lequel je me bats en permanence car ses budgets sont constamment remis en cause. L'Europe finance aussi beaucoup la recherche, via des programmes comme l'Initiative pour des Médicaments Innovants (IMI) ou le fameux Horizon Europe. La plupart de ces programmes fonctionnent sur la base d'appels à projets. C'est ensuite au niveau national de les faire connaître et de mettre en place l'accompagnement nécessaire pour les porteurs de projets.

Le Plan Alzheimer 2008-2012 a semble-t-il marqué les esprits au-delà des frontières nationales. Selon vous, la France a-t-elle joué un rôle de leader sur les questions relatives à la prise en soins des personnes malades et l'accompagnement de leurs proches aidants ?

Oui sans aucun doute ! On me parle encore beaucoup du Plan Alzheimer porté à l'époque en France par Nicolas Sarkozy, et qui avait essaimé dans d'autres pays européens grâce à la présidence française de l'Union européenne, toujours en 2008. La France a très clairement porté ce combat au niveau européen et participé à le faire reconnaître comme un enjeu politique majeur. Je pense bien sûr que cela devrait continuer. Une des façons de répondre à la défiance des citoyens vis à vis de l'Union européenne est de montrer la valeur ajoutée qu'elle peut apporter concrètement. La santé est justement un enjeu fort pour tous les citoyens, notamment en ce qui concerne la lutte contre les maladies neurodégénératives qui concernent malheureusement de plus en plus de monde. Il faut donc donner les moyens à l'Europe de se saisir encore davantage de cette problématique.